



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique à l'égard des handicapés

Question écrite n° 88882

Texte de la question

M. Claude Birraux appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la reconnaissance de l'autisme en France. D'après la Haute autorité de santé, 1 personne sur 150 est autiste, ce qui représente au minimum 430 000 personnes, et 6 000 à 8 000 nouveaux cas par an. Or cette maladie génétique est mal connue et mériterait une plus forte mobilisation des médias, de l'opinion publique, de tous les services de l'État (éducation, santé publique, politiques sociales...) ainsi que des professionnels de santé. Depuis vingt ans, Autisme France oeuvre avec les familles pour la reconnaissance de l'autisme comme handicap spécifique ; c'est la méconnaissance de l'autisme et la confusion entretenue avec d'autres handicaps qui empêchent que soient appliquées les stratégies éducatives spécifiques susceptibles de réduire les difficultés cognitives et comportementales des personnes autistes et de favoriser leur épanouissement en milieu ordinaire avec une véritable perspective de vie. La France accuse un grand retard selon les associations. L'autisme est un problème de santé publique ; il est donc urgent d'améliorer son dépistage précoce, de développer l'accompagnement des enfants autistes et de favoriser leur intégration et leur maintien en milieu scolaire ordinaire. C'est pourquoi il souhaiterait savoir s'il envisage de désigner l'autisme comme grande cause nationale pour 2011 pour continuer ce travail de sensibilisation.

Texte de la réponse

En décembre dernier, le label « Grande Cause nationale » a été attribué à la lutte contre la solitude pour l'année 2011. Néanmoins, le Gouvernement reste très attentif à l'autisme. Le plan Autisme 2008-2011, présenté le 20 janvier 2010 en conseil des ministres, est l'expression d'une volonté politique forte de traiter la question du handicap et de sensibiliser l'ensemble des citoyens français à l'intégration des plus fragiles. Ce plan, qui a pour objectif la création de 4 100 places en établissements, d'ici 2012, et le soutien aux structures innovantes, voit son budget abondé de 10 % et passe ainsi de 187 Meuros à 205 Meuros. La France compte 500 000 personnes autistes ou apparentées. Face à la souffrance des adultes, des enfants et de leur entourage, le Gouvernement a engagé, dès 2008, un effort exceptionnel pour traiter l'autisme d'une manière globale. Élaboré en concertation avec les professionnels et les associations, le plan Autisme 2008-2011 est une avancée majeure de la politique publique en direction des personnes autistes et de leur entourage. Ce plan comporte trente mesures, articulées autour de trois grands axes : mieux connaître pour mieux former : le plan Autisme met l'accent sur la connaissance de cette maladie, et sur sa diffusion auprès des professionnels ; mieux repérer pour mieux accompagner, car l'établissement d'un diagnostic rigoureux et précoce est essentiel pour mieux accompagner les personnes atteintes d'autisme. Le plan Autisme se fixe un objectif ambitieux de 4 100 places en établissements et services sur la durée du plan, d'ici à 2012 ; diversifier les approches : le plan Autisme vise à promouvoir des approches thérapeutiques novatrices encore peu répandues en France. Un an et demi après son lancement, le plan Autisme a obtenu des résultats concrets. Il a tout d'abord permis d'améliorer la connaissance de cette maladie, grâce à la mise au point d'un socle de connaissances qui va être largement diffusé et qui va servir de base à la formation de tous les professionnels. Le plan a également donné des résultats concrets dans l'accompagnement des malades et de leurs familles : parce que l'accompagnement des personnes atteintes d'autisme et de leurs familles commence dès le diagnostic, le plan Autisme donne des

moyens supplémentaires aux équipes de diagnostic (5,6 Meuros au total entre 2009 et 2011). Le ministère de la santé expérimente également, dans plusieurs départements, des dispositifs destinés à accompagner l'annonce difficile de ce diagnostic, et qui permettent aux personnes touchées par la maladie et à leurs familles de s'orienter et d'être guidées ; à la suite de l'engagement pris par le Président de la République, le Gouvernement s'est mobilisé pour l'accueil des personnes atteintes d'autisme dans les établissements : 2 120 places en établissements et services ont d'ores et déjà été financées, pour un montant total de 78,5 Meuros. Un an et demi après le lancement du plan Autisme, 52 % des objectifs de créations de places ont été tenus ; pour les enfants atteints d'autisme, 422 places ont été créées dans les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD), pour développer leur autonomie. Et parce que le développement de l'autonomie passe aussi par l'école, le ministère de l'éducation nationale a d'emblée mis l'accent sur l'intégration des enfants autistes en milieu scolaire. Aujourd'hui, deux tiers des 17 000 enfants autistes sont scolarisés en milieu ordinaire et un tiers en établissement médico-social. Pour répondre aux attentes des familles et des associations, le plan Autisme met l'accent sur le développement des nouvelles méthodes « comportementalistes » dans le traitement de l'autisme. À ce titre, 23 structures expérimentales d'accompagnement des enfants autistes mettant en oeuvre une méthode éducative, fondée sur l'analyse du comportement appliqué, dite Aba (applied behavior analysis) ou Teacch (treatment and education of autistic and related communication handicapped children), ont été autorisées en 2009 et ont été ouvertes à partir de juillet 2010. Ceci représente 371 places, pour un budget de 18,6 Meuros sur cinq ans (soit un abondement de 10 % du montant total du plan Autisme). D'autre part, 5,6 Meuros sont consacrés, sur la période 2009-2011, au renforcement des équipes de diagnostic et des centres de ressource pour l'autisme (CRA) : un CRA par région, dont le budget de fonctionnement total est de 18,8 Meuros. Enfin, trois dispositifs d'accompagnement à l'annonce du diagnostic sont en cours d'expérimentation, en Alsace, Indre-et-Loire et à Paris, par le ministère de la santé. En 2010 et 2011, le plan Autisme sera poursuivi dans toutes ses dimensions. Outre la mise en oeuvre du plan de création de places en établissements et services, pour atteindre l'objectif des 4 100 places d'ici à 2012, le Gouvernement sera tout particulièrement attentif à l'intégration des besoins des personnes autistes dans toutes les politiques menées en direction des personnes handicapées. Il engagera dès à présent les travaux d'évaluation sur les modalités de mise en oeuvre de ce plan et sur la nécessaire continuité qu'il conviendra d'assurer pour toujours mieux progresser vers l'accessibilité des personnes autistes à la vie sociale.

Données clés

Auteur : [M. Claude Birraux](#)

Circonscription : Haute-Savoie (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 88882

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 septembre 2010, page 10125

Réponse publiée le : 30 août 2011, page 9317